

Projet de budget 2009 de l'Etat de Genève

18 septembre 2008



www.ge.ch/finances

Quatre fortes contraintes

- Le **ralentissement de la croissance**, et son impact sur les recettes fiscales
- L'**adaptation au renchérissement** des déductions et montants déterminants pour le calcul du rabais d'impôt, effectuée tous les 4 ans
- La **baisse de recettes fiscales de 30 millions** induite par la concrétisation au plan cantonal de la 2^e réforme de l'imposition des entreprises
- Une **inflation estimée à 2,5%** qui se répercute sur la masse salariale de l'Etat

Le projet de budget 2009...

- doit être analysé par rapport au **budget 2008 révisé**, qui tient compte des impacts des normes IPSAS, de nouvelles évaluations fiscales et du coût de décisions politiques prises après le vote du budget (passage de 1% à 2% du plafond de la croissance des charges)

Voir information du 3 septembre relative à la projection des comptes à fin 2008

- intègre la quasi-totalité des **changements de mode de comptabilisation** exigés par les normes IPSAS, engendrant un accroissement de 342 millions des charges et de 158 millions de revenus, soit une détérioration du résultat de 184 millions de francs

Le projet de budget 2009 en bref

(en millions de francs)

Revenus de fonctionnement	7'697,2
Charges de fonctionnement	7'629,1
<u>Résultat net</u>	<u>68,1</u>

- Rappel: les budgets sont **difficilement comparables aux comptes**, qui intègrent des **correctifs** sur les estimations de recettes des exercices antérieurs (environ **350 millions** de francs pour 2007)

Caractéristiques du projet de budget 2009

- **Croissance modérée** des recettes fiscales
(conjoncture, indexation quadriennale des déductions et montants pour le rabais d'impôt, concrétisation de la 2^e réforme de l'imposition des entreprises)
- **Niveau élevé des investissements** pour accompagner le développement de l'économie genevoise et réaliser des projets prioritaires en matière de transports, de formation, de santé
- **Respect du plafond de 2%** fixé pour la croissance des charges de fonctionnement, lorsque l'autofinancement des investissements est garanti
- **Poursuite des réformes** pour améliorer l'efficacité et la qualité de l'administration publique et des prestations aux usagers



Contexte économique: Suisse

- Dynamisme remarquable depuis cinq ans
 - Bonne **capacité d'adaptation** des services financiers et des branches exportatrices
 - **Modernisation** de l'appareil de production
 - Effets positifs de la **libre-circulation** avec l'Union européenne
 - **Cours du franc** suisse favorable à l'exportation

- Garanties de relative stabilité
 - L'économie suisse s'est fortement **redéployée dans le monde**, le poids relatif des marchés asiatiques a augmenté au détriment de la part du marché nord-américain
 - Le secteur immobilier en Suisse ne devrait pas courir le risque d'éclatement d'une **bulle spéculative**



Contexte économique: Genève

- Bases plus solides pour l'économie cantonale
 - Activités de service très **spécialisées**
 - Exportations de produits du **haut de gamme**
 - Forte **diversification des débouchés** internationaux
 - **Activités de "niches"** moins exposées aux aléas conjoncturels

- Indicateurs positifs au 1^{er} semestre 2008
 - Forte progression de la **masse salariale**
 - Augmentation soutenue de **l'emploi** depuis 15 trimestres
 - Très bonne tenue du **commerce extérieur**
 - Bons résultats pour le **tourisme** et le **commerce de détail**



POST TENEBRAS LUX

Contexte économique: Genève

Retournement en douceur

Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT de l'économie genevoise

Indice (déc 1983 = 100)

En fin de mois



Source : Laboratoire d'économie appliquée de l'Université de Genève

Prévisions conjoncturelles pour 2009

Fléchissement modéré

Evolution du PIB suisse en 2009 selon les principaux instituts

OCDE	4 juin	1,8%
SECO *	23 juin	1,3%
GPE **	19 juin	1,2%
KOF	2 septembre	1,8%
CREA	5 mai	2,0%
BAK	13 juin	1,6%
Pictet	8 juillet	1,0%
Crédit suisse	5 juillet	1,6%

* Groupe d'experts de la Confédération

** Groupe de perspectives économiques, Genève

Recettes fiscales: progression ralentie

- **Stagnation** de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune des **personnes physiques**
- **Stagnation** de l'impôt sur les **personnes morales**
- **Impact négatif** de 30 millions pour la concrétisation dans l'impôt cantonal de la **2^e réforme de l'imposition des entreprises**
- **Impact négatif** de **l'indexation quadriennale** des barèmes des déductions et montants déterminants pour le rabais d'impôt

Recettes fiscales: progression ralentie

Hypothèses de croissance retenues
(sur l'impôt de l'année courante)

Impôt sur le revenu des personnes physiques	+ 0,9%
Impôt sur la fortune des personnes physiques	+ 0,4%
Impôt sur les personnes morales	+ 0,2%

Recettes fiscales de 2006 à 2009

Impôts de 2006 à 2009

en millions de francs

	C-2006	C-2007	B-2008 révisé	PB-2009	Ecart PB09/B08 révisé		Ecart PB09/C07	
					Mios	%	Mios	%
IMPÔTS SUR LE REV. & FORT. DES PERS. PHYSIQUES	3'232.0	3'699.6	3'844.8	3'832.8	-12.0	-0.3%	133.2	3.6%
IMPÔTS SUR LE BÉN. & CAP. DES PERS. MORALES	1'315.4	1'246.1	1'258.2	1'260.2	2.0	0.2%	14.1	1.1%
TOTAL IMPÔTS ORDINAIRES	4'547.4	4'945.7	5'103.0	5'093.0	-10.0	-0.2%	147.3	3.0%
TOTAL AUTRES IMPÔTS	567.0	623.5	581.3	574.2	-7.0	-1.2%	-49.2	-7.9%
TOTAL IMPÔTS	5'114.4	5'569.2	5'684.3	5'667.2	-17.1	-0.3%	98.0	1.8%



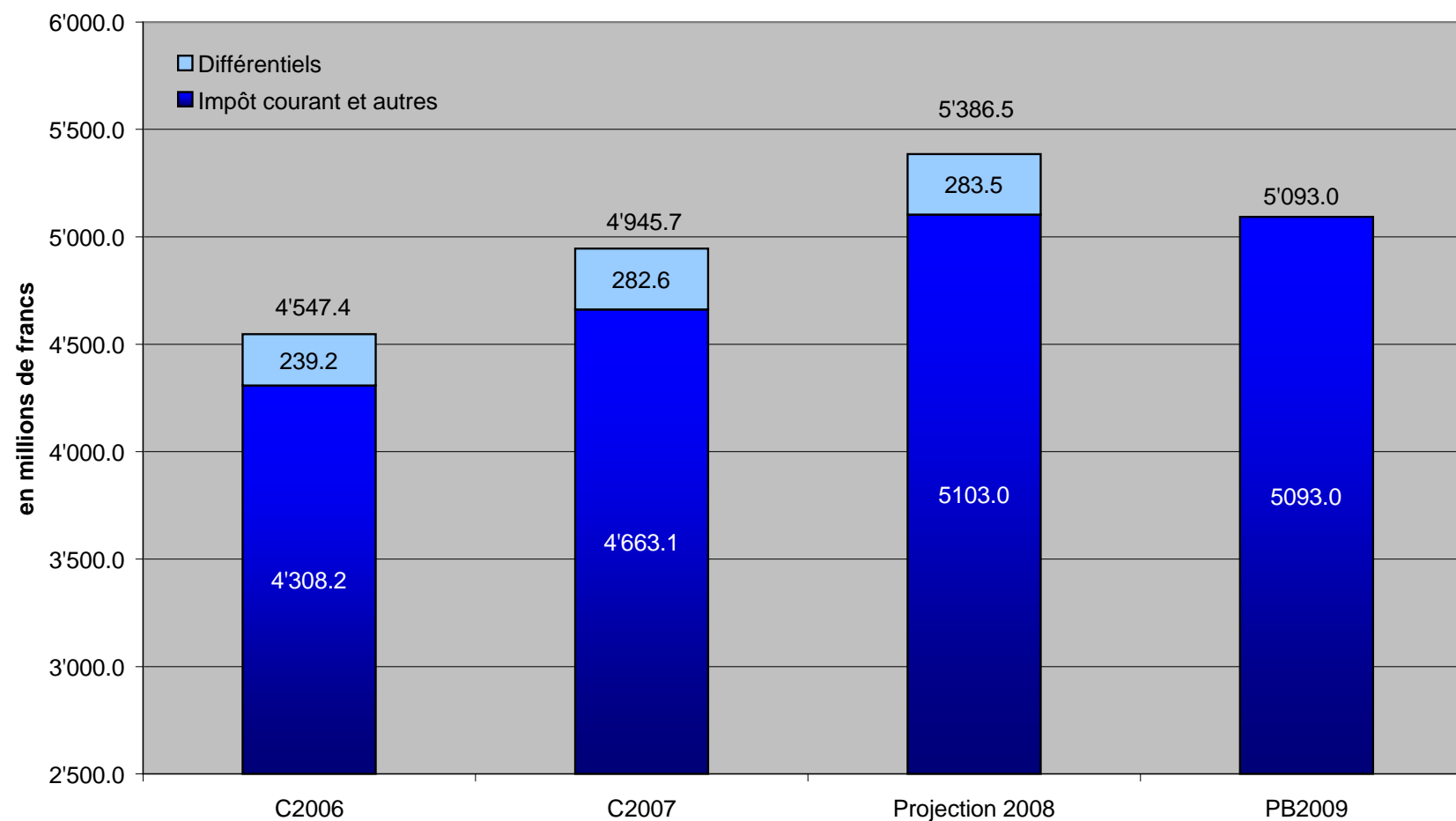
REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

www.ge.ch/finances

Page 12

Impôt des personnes physiques et morales



Niveau élevé des investissements

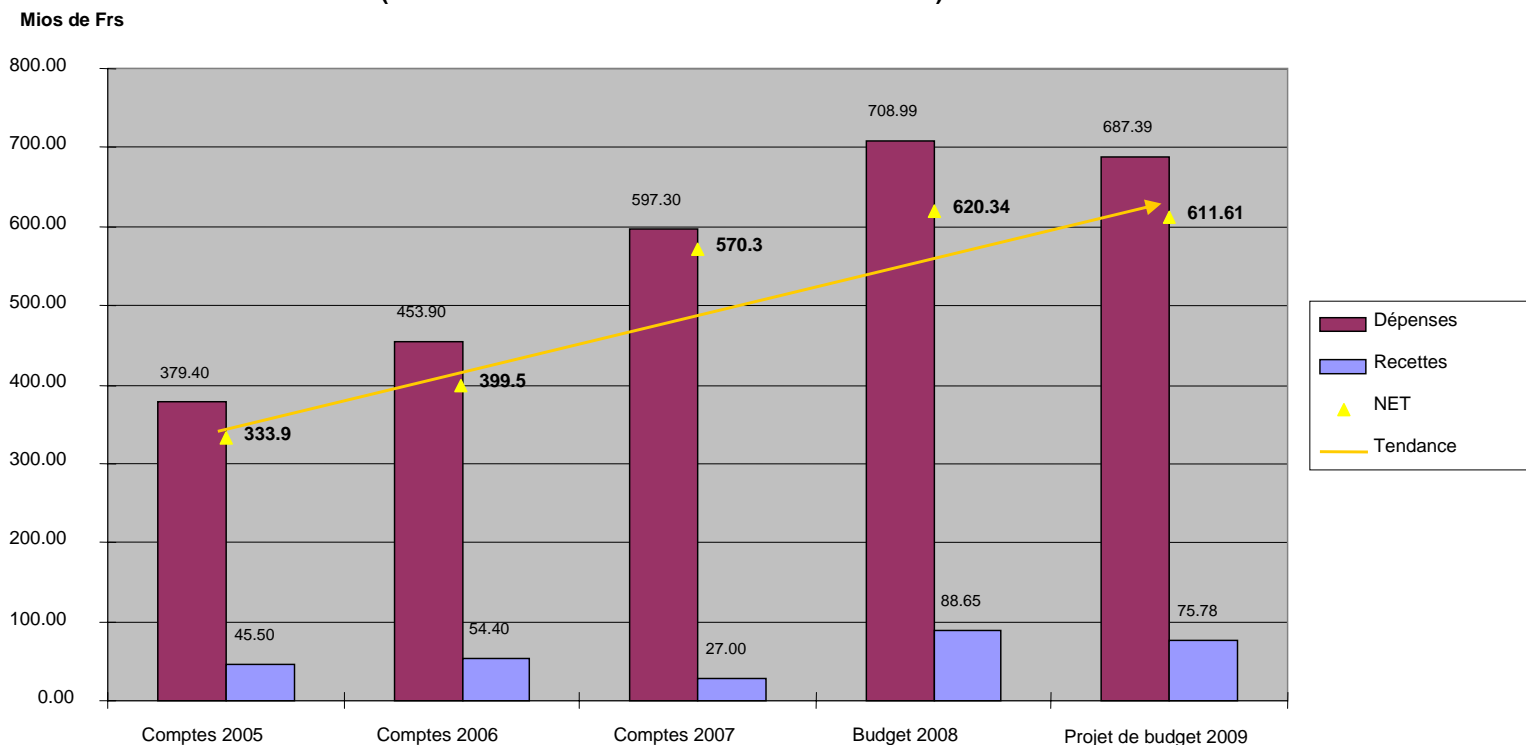
- Le niveau des investissements confirme la **forte croissance amorcée depuis le début de la législature** pour réaliser les infrastructures nécessaires au développement de Genève et de sa région
- Hors effets comptables liés à l'application des normes IPSAS, les investissements nets se montent à **611,6 millions de francs**, soit pas loin du **double du niveau de l'année 2005** (333,9 millions)
- La grande majorité des investissements concernent la **réalisation des nouveaux projets**. Le renouvellement et le remplacement du patrimoine de l'Etat représentent 38%

Niveau élevé des investissements

Progression constante depuis 2005

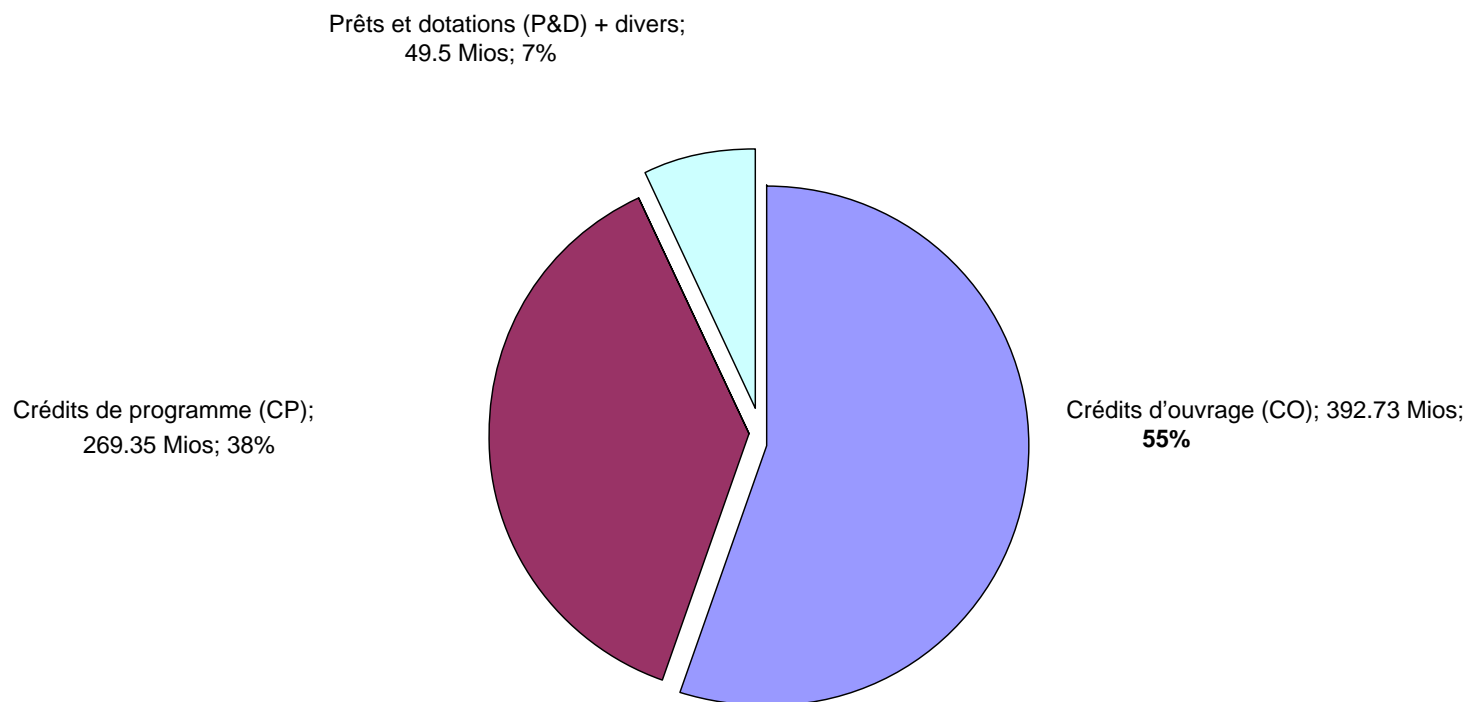
Evolutions des dépenses et recettes

(hors transferts d'actifs et locations financement)



Niveau élevé des investissements

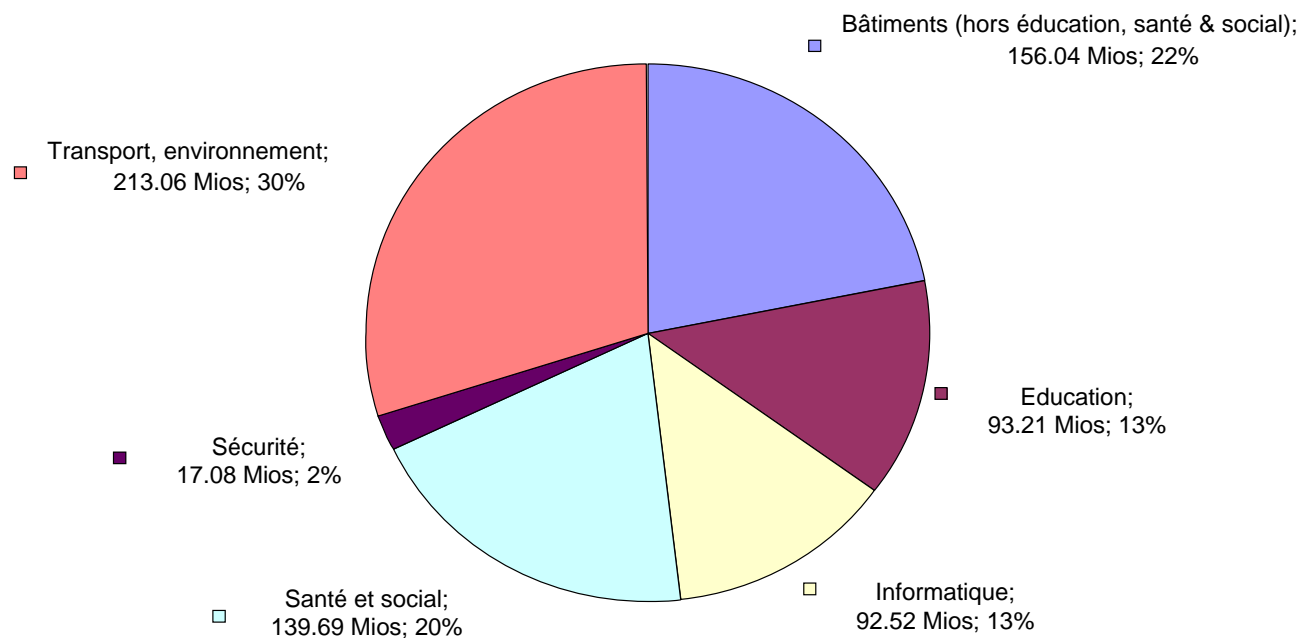
Répartition par type d'investissements



Investissements nets (hors réduction globale de 100 millions) = 711,61 millions

Niveau élevé des investissements

Répartition par domaine



Investissements nets (hors réduction globale de 100 millions) = 711,61 millions

Niveau élevé des investissements

■ Les principaux chantiers pour 2009 concernent:

- Tramway Cornavin-Meyrin-CERN
- CEVA
- Tramway Cornavin-Onex-Bernex
- 3^e étape de la Maternité
- Collèges (Sismondi, Drize)
- Technologies de l'information, administration en ligne
- Renaturation des cours d'eau
- Construction de trois EMS



POST TENEBRAS LUX

Niveau élevé des investissements

Principaux chantiers en cours de réalisation

No loi	Objet	En Mios	%
150	TCMC	48.30	6.8%
8719	Liaison CEVA	35.00	4.9%
150	TCOB	30.00	4.2%
9422	HUG - Maternité - 3e étape - phases 3.1 + 3.2	27.50	3.9%
9015	Collège Sismondi	18.15	2.6%
9897	CO Drize - construction	18.00	2.5%
10188	Extension et nouvelles technologies de l'information (TIC)	12.92	1.8%
9522	Aire - travaux de renaturation	12.00	1.7%
10177	Administration en ligne	11.26	1.6%
En cours	EMS - construction de 3 EMS (5e PL)	10.30	1.4%
Cumul (sur 711.61 millions nets hors RGI)		223.42	31.4%



Investissements hors budget de l'Etat assumés par les établissements publics autonomes

En particulier:

- **Aéroport international de Genève**: 100 millions en 2009 pour poursuivre le programme d'extension et de modernisation
- **Ports Francs**: 21 millions en 2009 pour réaliser un nouveau bâtiment administratif (total 2008-2009: 41 millions)
- **Palexpo**: environ 100 millions investis au cours des 5 à 10 prochaines années pour la modernisation du complexe

Charges: croissance plafonnée à 2%

- Croissance globale de **1,99%** entre le budget 2008 révisé et le projet de budget 2009, respectant le plafond de 2% fixé par le Conseil d'Etat lorsque les investissements sont autofinancés
- Croissance moins forte des **allocations versées à des personnes physiques**, conséquence de plusieurs années de bonne conjoncture et de la diminution du chômage
- Augmentation des **charges de personnel** et des **dépenses générales**, contenue dans le cadre de la marge de manoeuvre
- Progression raisonnable des **subventions**, compte tenu de la forte inflation et de son impact sur la masse salariale des subventionnés



POST TENEBRAS LUX

Charges de personnel en 2009

■ Croissance de **4,2% (82 millions)** par rapport au budget 2008 révisé sous l'impact cumulé de:

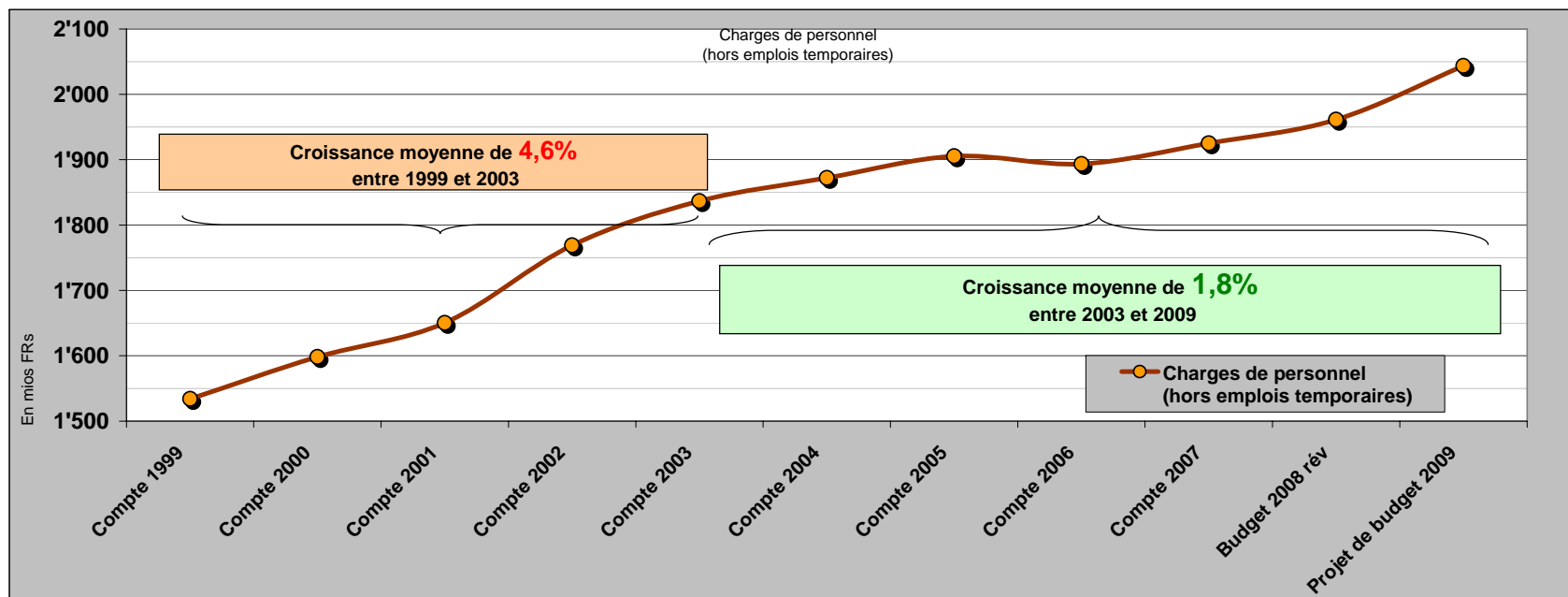
- **l'indexation**, fixée à 2,5%
- le nouveau **système de rémunération** (0,8%)
- le **versement en janvier et non plus en juillet de l'annuité** soit, pour l'Etat, une dépense équivalant à une annuité et demi



Evolution des charges de personnel

VARIATION DES CHARGES DE PERSONNEL (hors emplois temporaires) ENTRE 1999 ET 2009

(En mios FRs)	Compte 1999	Compte 2000	Compte 2001	Compte 2002	Compte 2003	Compte 2004	Compte 2005	Compte 2006	Compte 2007	Budget 2008 rév	Projet de budget 2009
Charges de personnel (hors emplois temporaires)	1'534	1'598	1'650	1'769	1'837	1'872	1'905	1'893	1'925	1'961	<u>2'044</u>



Charges de personnel en 2009

- Au niveau du "petit Etat":
 - **96,15** postes administratifs et techniques **supprimés**
 - **63** postes **créés** (*dont 20,8 postes d'enseignants, 18 postes de policiers, 3 postes de juges, 21,2 postes administratifs*)

- **Disparition presque complète des emplois temporaires** (ETC)
au sein de l'administration cantonale à fin février 2009

Charges de personnel en 2009

Evolution des effectifs par départements

DEPARTEMENT	Internalisation Externalisation	Transferts internes Petit Etat	RPT IPSAS	Postes supprimés + Réallocations internes	Nouveaux postes accordés par CE	PB 2009
CHA					2.00	61.83
DF		-1.00		-6.65		762.00
DIP	10.85			-12.60	25.00	7'142.71
DI		-1.90		-53.20	18.00	2'692.73
DCTI		-0.35		-8.30	3.30	1'092.86
DT		3.25		-6.96	3.50	483.68
D.S.E		4.80		-5.94		683.66
D.E.S		-4.80		-2.50	8.20	224.23
SGC						21.97
PJ					3.00	441.42
Total	10.85	0.00	0.00	-96.15	63.00	13'607.09

Charges de personnel de 2006 à 2009

- Sur les 313 postes dont la suppression a été demandée aux départements, **273** ont maintenant été supprimés (87%)

- Ces suppressions de postes ont permis la création de **229 postes** sans augmentation de charges correspondante:
 - 76 postes pour le **corps enseignant**
 - 50 postes pour le **pouvoir judiciaire**
 - 38 postes pour la **structure pénitenciaire de la Brennaz**
 - 18 postes de **policiers**
 - 2 postes pour le **service du Grand Conseil**
 - 45 postes pour le **personnel administratif des départements**
(*enseignement spécialisé, projet PAV, projet d'agglomération, réorganisation du service du commerce*)

Charges de personnel de 2006 à 2009

Evolution des effectifs par départements

DEPARTEMENT	Internalisation Externalisation	Transferts internes Petit Etat	RPT IPSAS	Postes supprimés + Réallocati ons internes	Nouveaux postes accordés par CE	Total
CHA		1.00		-3.10	2.00	-0.10
DF		9.75		-40.80	-	-31.05
DIP	69.76	-109.50	8.56	-14.90	98.14	52.06
DI	0.00	-3.10	0.00	-68.15	61.08	-10.17
DCTI		3.75		-81.30	3.30	-74.25
DT	-12.57	-11.75		-28.30	3.50	-49.12
D.S.E		102.85	3.40	-21.08	-	85.17
D.E.S	-86.49	7.00		-15.40	9.20	-85.69
SGC					2.00	2.00
PJ					49.90	49.90
Total	-29.30	0.00	11.96	-273.03	229.12	-61.25



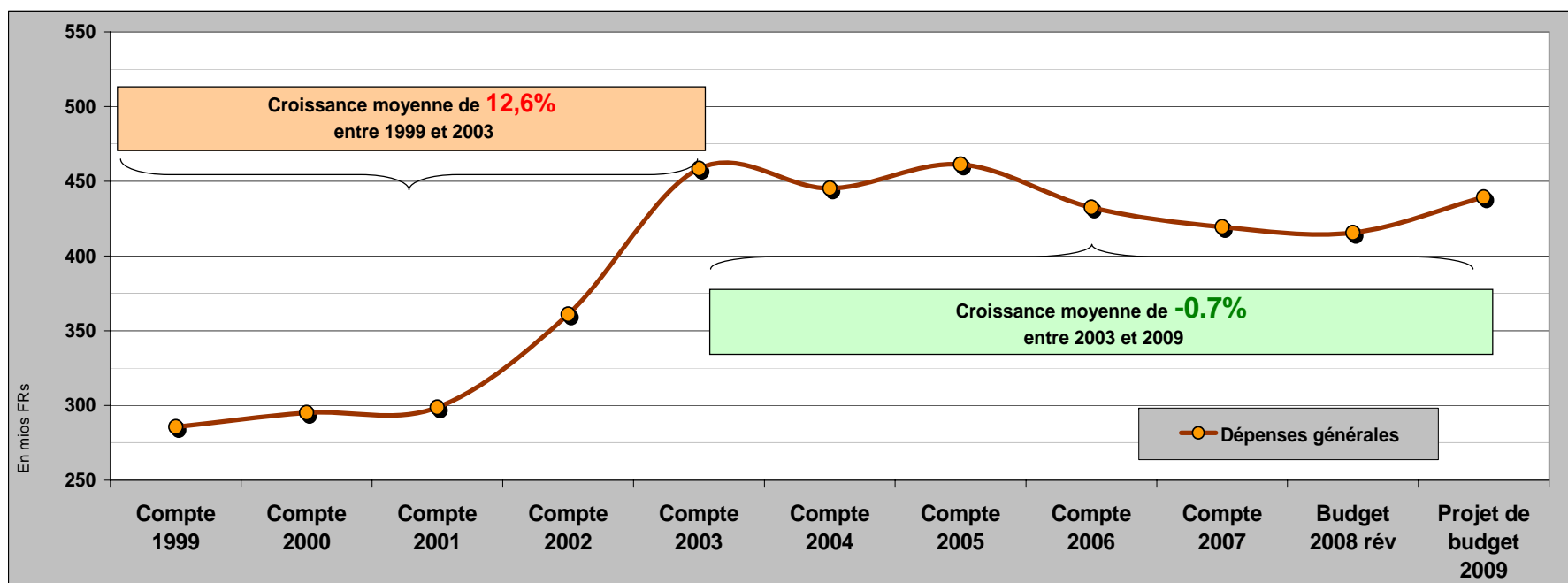
Dépenses générales

- Croissance de **5,7% (24 millions)** par rapport au budget 2008 révisé, s'expliquant par un effet de "stop and go" suite à:
 - la coupe linéaire de 7,5% décidée par le Conseil d'Etat en 2007 pour le budget 2008 (pour accélérer la consommation des reports)
 - l'économie supplémentaire imposées par le Grand Conseil dans le budget 2008 (25 millions sur les charges)
- La croissance des charges, très inégale d'un département à l'autre, correspond à des **besoins nouveaux, clairement identifiés**

Evolution des dépenses générales

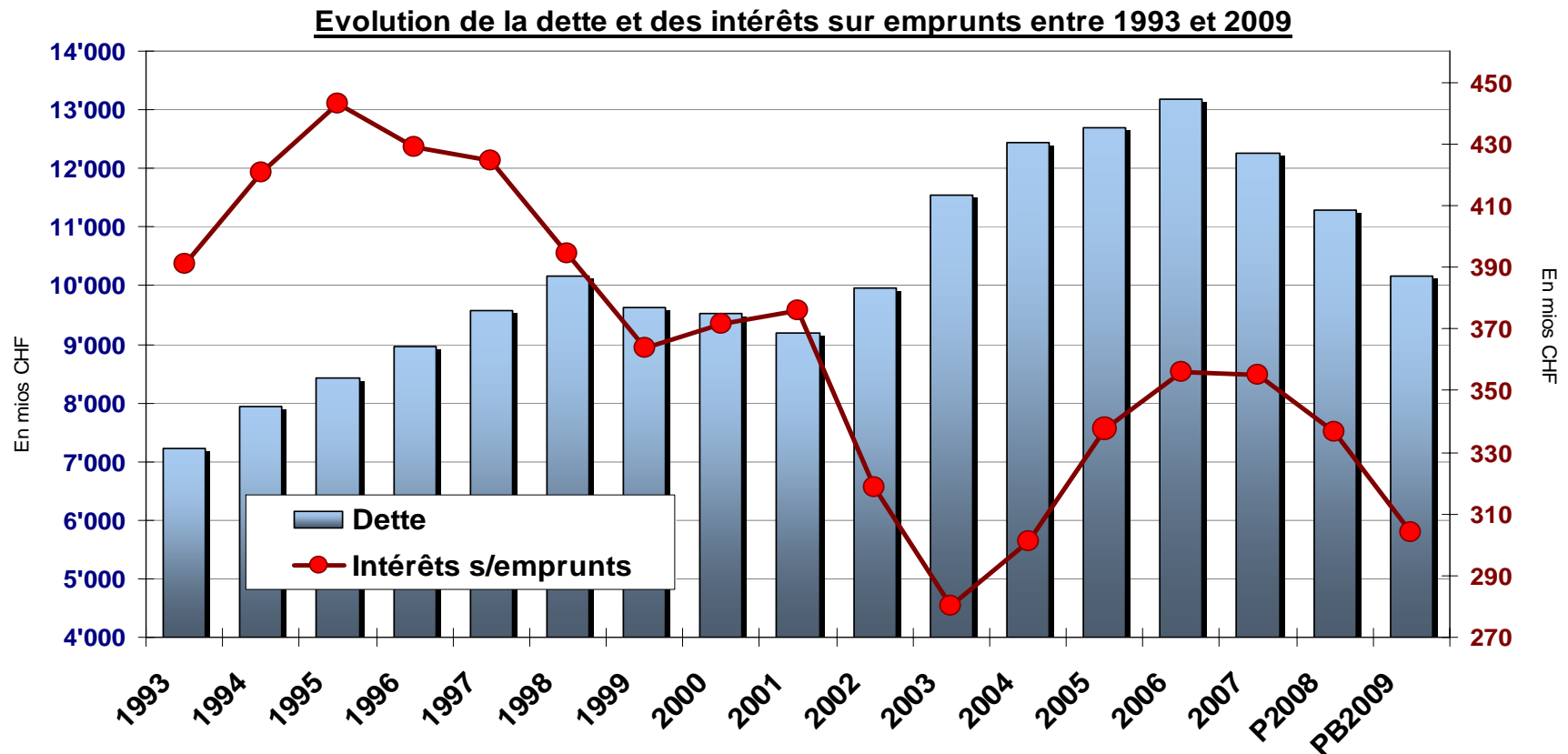
VARIATION DES DEPENSES GENERALES ENTRE 1999 ET 2009

(En mios FRs)	Compte 1999	Compte 2000	Compte 2001	Compte 2002	Compte 2003	Compte 2004	Compte 2005	Compte 2006	Compte 2007	Budget 2008 rév	Projet de budget 2009
Dépenses générales	286	295	299	361	458	445	461	433	419	416	<u>439</u>



Intérêts passifs et frais d'emprunt

- Diminution de **39 millions (-11,1%)**, conséquence de la forte baisse de la dette, en **recul de près de 2 milliards de francs depuis fin 2006**



Éléments ayant contribué à faire baisser le niveau de la dette

- **Bons résultats** enregistrés en 2006, 2007 et 2008
 - Effet de la **gestion globale de la liquidité** de l'Etat et des principaux subventionnés (*caisse centralisée*)
 - Possibilité de **payer l'impôt fédéral par acomptes**, qui a reçu un très bon accueil du public
 - Effort entrepris depuis le début de la législature pour rattraper le retard dans la **gestion du contentieux de l'administration fiscale**, qui produit des effets sur la trésorerie de l'Etat
- **Taux d'intérêt stabilisés en 2008 et, vraisemblablement, en 2009**

Subventions

- Croissance de **2,05% (69 millions)**, rassurante compte tenu de l'effet de l'inflation sur la masse salariale des subventionnés
 - **Allocations à des personnes physiques**: + 3,4% (37 millions), soit une forte baisse de la progression par rapport à l'exercice précédent
 - **Indemnités**: + 3,3% (70 millions), incluant l'impact de l'indexation, du nouveau système salarial et des mécanismes salariaux sur la masse salariale des subventionnés
 - **Aides financières**: + 3,6% (4 millions)
- Le résultat 2009 est amélioré par la **disparition de 42 millions** de subventions hors-LIAF occasionnées en 2008 par le régime transitoire pour certaines dépenses prises en charge par l'AI avant l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation inter-cantonale

Poursuivre les réformes

- Les réformes engagées dès 2006 dans la lignée des objectifs définis dans le discours de St-Pierre se poursuivent à un **rythme soutenu** en 2009
- Ces réformes visent à améliorer **l'efficacité** des politiques publiques et la **qualité** du service aux usagers, ainsi qu'à obtenir des **gains d'efficience** dans la délivrance des prestations publiques
- Elles visent aussi à améliorer les **conditions-cadres** nécessaires à la prospérité durable de notre canton et de sa région

Les grandes priorités pour 2009

Chancellerie

- Renforcer la Genève internationale en ancrant ITU Telecom World

Département des finances

- Alléger la charge fiscale des familles et de la classe moyenne
- Réformer le système de rémunération et d'évaluation des fonctions
- Fusionner les caisses de pension publiques et assurer leur pérennité

Département de l'instruction publique

- Poursuivre le processus d'harmonisation scolaire
- Etendre le réseau d'enseignement prioritaire
- Appliquer la loi sur l'Université et la convention d'objectifs

Les grandes priorités pour 2009

Département des institutions

- Renforcer l'action de l'Etat en faveur des droits humains
- Assurer une politique de sécurité efficace contribuant à renforcer le sentiment de sécurité

Département des constructions et des technologies de l'information

- Développer le périmètre Praille-Acacias-Vernets
- Agrandir le parc de logements d'utilité publique

Département du territoire

- Aménager l'avenir à l'échelle de l'agglomération
- Agir efficacement pour l'environnement et la qualité de l'air



POST TENEBRAS LUX

Les grandes priorités pour 2009

Département de la solidarité et de l'emploi

- Accélérer le retour à l'emploi
- Clarifier les rapports entre l'Etat et les EMS
- Lutter contre les effets de seuil et soutenir les familles

Département de l'économie et de la santé

- Consolider les instruments de promotion économique et renforcer la politique touristique cantonale
- Améliorer la qualité et l'accès aux soins
- Simplifier les démarches administratives pour le commerce



POST TENEBRAS LUX

Questions...